

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative - Bât C - 2ème étage  
Boulevard George SAND  
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 02/04/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SETEC (ex:AXIROUTE et SOBTP)**

ZI de la Martinerie  
36130 Diors

Références : VI 28/03/2025 UD36 (TD)  
Code AIOT : 0010002844

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2025 dans l'établissement SETEC (ex:AXIROUTE et SOBTP) implanté La Marzan 36150 Reboursin. L'inspection a été annoncée le 18/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETEC (ex:AXIROUTE et SOBTP)
- La Marzan 36150 Reboursin
- Code AIOT : 0010002844
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière a été transférée à la société SETEC (Arrêté préfectoral du 18 novembre 2019), appartenant au même groupe ROGER MARTIN que la société AXIROUTE (ancien gestionnaire). Le site est soumis à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2012345-0002 en date du 10 décembre 2012 et l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 2014. La société SETEC a extrait 1 tonne de matériaux pour l'année 2024 et elle exploite le site à des fins de mise en remblai des déchets inertes générés sur les chantiers de la société SETEC.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------|---|--|-----------------------|
| 3  | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 1.6.4 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 60 jours              |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|-------------------------------|---|-------------------|
| 1  | nature des installations      | Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 1.2.3   | Sans objet        |
| 2  | Sécurité publique             | Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 1.5     | Sans objet        |
| 4  | Conduite de l'extraction      | Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 2.3.4   | Sans objet        |
| 5  | Disposition de remise en état | Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 2.4.3.2 | Sans objet        |
| 6  | Bilans périodiques            | Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 9.3.1   | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : nature des installations**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 1.2.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation de l'établissement   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le matériau extrait est du sable en terrasse. La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 20 000 tonnes par an.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Pas d'écart constaté.<br>L'inspection des installations classées a constaté via l'application GEREP que l'entreprise SETEC a extrait pour l'année 2024, 1 tonne de matériaux. L'exploitant précise à l'inspection que cette extraction a été réalisée notamment pour des essais de laboratoire. |

|  |
|--|
|  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 2 : Sécurité publique**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 1.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécurité publique   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.                              |
| <b>Constats :</b><br><br>Pas d'écart constaté.<br>L'inspection constate sur le plan caractérisant l'état des lieux de la carrière de Reboursin en date du 27 mars 2025, que la distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé est respectée. Cette longueur conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 3 : Garanties financières**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 1.6.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Renouvellement des garanties financières  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins 3 mois avant date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par arrêté ministériel du 31 juillet 2012.   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection constate que les garanties financières n'ont pas été mises à jour. Le dernier acte de cautionnement solidaire édité par la Société Générale (caution n°00033-22-1373248) a expiré le 23/11/2024 à 18heures. L'exploitant informe l'inspection que le nouvel acte de cautionnement est déjà en cours de réalisation et doit être transmis au plus vite à l'inspection.<br><b>Écart constaté:</b> Absence d'actualisation des garanties financières |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |

Proposition de délais : 60 jours

**N° 4 : Conduite de l'extraction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 2.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Extraction

**Prescription contrôlée :**

[...] L'extraction est réalisée en un seul gradin de hauteur maximale huit mètres. Le carreau de la carrière a pour cote minimale 123 m NGF.

**Constats :**

Pas d'écart constaté.

Sur le plan orienté et réalisé à une échelle adapté à sa superficie en date du 27 mars 2025, l'inspection constate que le carreau de la carrière a pour cote minimale 123,31 m NGF. L'exploitant respecte la prescription de l'article 2.3.4 prescrivant une cote minimale de 123 m NGF. L'extraction est réalisée en un seul gradin de hauteur inférieure à 8m.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Disposition de remise en état**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 2.4.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Remblayage

**Prescription contrôlée :**

[...] Les apports extérieurs sont limités à la quantité nécessaire pour procéder au remblayage tel qu'il est prescrit par le présent arrêté.

La quantité max stockée sur le site en attente d'utilisation est limitée à 3 000 m3. [...] L'exploitant tient à jour un plan de remblayage. Ce plan coté en "plan et en altitude" permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. [...]

**Constats :**

Pas d'écart constaté.

Dans le rapport transmis, à l'inspection des installations classées, par mail en date du 27/03/2025, la quantité de matériaux rentrant pour l'année 2024 s'élève à 1 775 Tonnes. L'entreprise SETEC, en plus de renseigner l'application GEREP, tient à jour un registre de suivi du stockage des remblais qui confirme ce tonnage. En 2024, les codes déchets utilisés ont été le 17 05 04: Terre et Pierre et le 17 01 01: Béton sans ferraille. L'exploitant respecte ainsi l'article 2.4.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 10/12/2012, prescrivant les codes des déchets inertes admis dans la carrière pour remblaiement.

La société SETEC précise que ce registre de suivi du stockage des remblais a été complété pour deux thèmes : adresse plus précise du chantier et code de traitement du déchet sur site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Bilans périodiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 9.3.1

|  |
|--|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adapté à sa superficie doit être dressé chaque année, il est versé au registre d'exploitation de la carrière [...]</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1 février à l'inspection des installations classées. [...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Par courriel en date du 27 mars 2025, l'entreprise SETEC a transmis un plan orienté et réalisé à une échelle adapté à sa superficie daté du 27 mars 2025 et un rapport annuel d'exploitation présentant notamment les quantités extraites et les volumes de remblais amenés édité le 12 mars 2025.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |